Le Parisien
Mercredi 8 juin 2016

SNCF : stop ou encore la grève ?

SOCIAL. A trois jours du début de l'Euro de football, les grévistes de la SNCF ont voté la reconduction de la grève, ce mercredi. En ce huitième jour, le trafic ferroviaire devrait néanmoins être un peu moins perturbé.

GARE DE LYON, hier, vers 11 h 20. Plus de 180 mains se lèvent. A l'appel de la CGT et SUD-Rail, les cheminots de Paris-Sud-Est reconduisent leur mouvement de grève. Une scène qui s'est reproduite un peu partout en France. Oubliées, les 19 heures de négociations entre les syndicats et la direction qui ont abouti, hier matin, à un accord d'entreprise sur les conditions de travail des cheminots soumis à signature des partenaires sociaux. Inaudible, l'appel de Guillaume Pepy, patron de la SNCF, qui a estimé, trois heures plus tôt sur l'antenne d'Europe 1, qu'il n'y avait « plus aucune raison de faire grève pour un cheminot sur des motifs qui sont limités à la SNCF ».

Raillée, l'intervention de François Hollande qui, lundi, a cité l'ancien patron du PCF Maurice Thorez : « Il faut savoir arrêter une grève. » « Il a oublié la fin de la citation, moque Fabien Villedieu, délégué SUD-Rail de Paris-Sud-Est. Il faut savoir arrêter une grève… dès que satisfaction a été obtenue. Et, justement, nous n'avons pas obtenu satisfaction. »

Le 14 juin en ligne de mire

Fidèle à sa ligne, SUD-Rail a annoncé hier qu'il poursuivait le mouvement, tandis que la CFDT indiquait qu'elle signait l'accord de branche mais aussi l'accord d'entreprise. L'Unsa consulte sa base aujourd'hui et devrait, selon toute vraisemblance, suivre la même trajectoire que la CFDT. Dès jeudi, le gouvernement pourrait donc signer le décret socle. Reste la CGT-Cheminots. Dans un communiqué, le premier syndicat de la SNCF (34 % des voix) souffle le chaud et le froid. Il reconnaît que le texte présenté permet de maintenir la situation actuelle des cheminots, mais laisse les AG décider elles-mêmes s'il faut poursuivre le mouvement.

« C'est toujours la même ambiguïté de la CGT-Cheminots, analyse un participant aux négociations. La tête veut arrêter la grève, le corps veut poursuivre. » Mais le temps presse. Les syndicats ont jusqu'au 14 juin pour signer l'accord d'entreprise. « Il faut tenir, au moins jusqu'au début de l'Euro, exhorte Bérenger Cernon, à la tête de la CGT de Paris-Sud-Est devant les cheminots rassemblés gare de Lyon. Je sais que c'est dur, mais on peut encore obtenir des choses sur l'accord de branche. »

VINCENT VÉRIER

PRÉVISIONS DE TRAFIC

Aujourd'hui

SNCF

LP/Infographie.

- **2 TGV** sur 3
  - TGV Nord .... *Trafic normal*
  - TGV Est 8/10
  - TGV Sud-Est 6/10
  - TGV Atlantique 3/4
- **1 Transilien** sur 2
- **1 Intercités** sur 2
- **6 TER** sur 10

Source : SNCF.

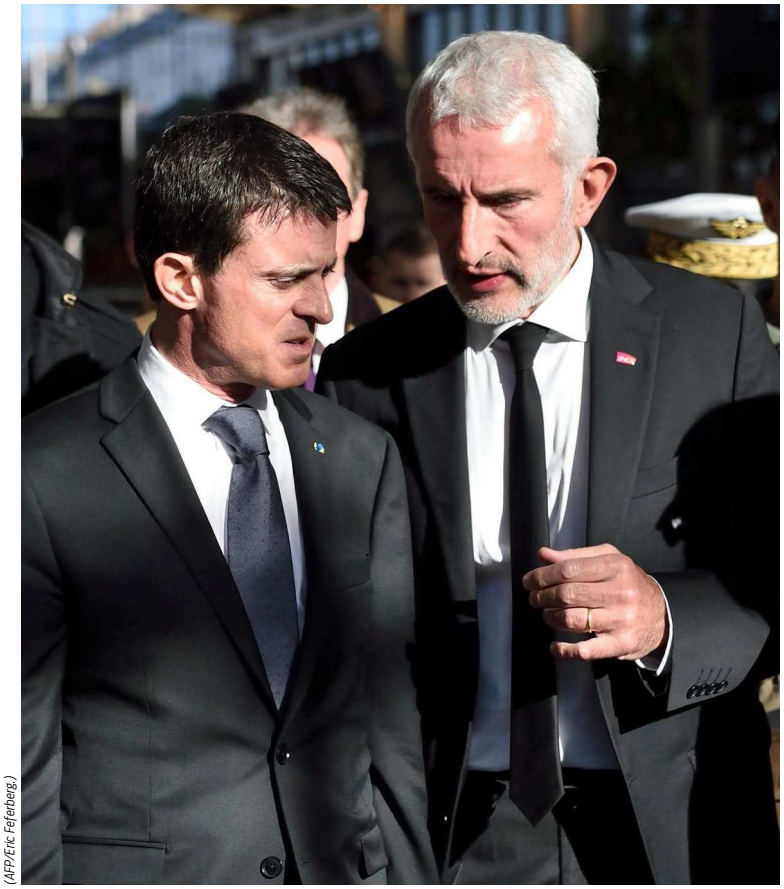
La direction de la SNCF attend un geste de l'Etat

Après les cheminots, c'est au tour de la direction de la SNCF d'attendre du gouvernement qu'il le rassure. Selon plusieurs sources syndicales, c'est aujourd'hui que Manuel Valls pourrait annoncer des mesures pour desserrer l'étau financier qui étrangle la compagnie ferroviaire. Des mesures très attendues par le PDG de la SNCF, Guillaume Pepy, qui a modérément apprécié la reprise en main gouvernementale des discussions sur l'accord d'entreprise, au point de présenter sa démission, qui a été refusée. Un interventionnisme, pour sauver l'Euro, qui a conduit à préserver la réglementation du travail des cheminots — voire à l'améliorer — alors que la compagnie ferroviaire aspirait à plus de productivité pour renforcer sa compétitivité par rapport à la concurrence.

50 Mds€ de dette

Alors que la SNCF visait un écart de coûts avec la concurrence de l'ordre de 6 %, celui-ci est passé à seulement 9 %. La direction de la SNCF demande donc légitimement un « rééquilibrage ». Deux leviers sont possibles. D'abord une reprise partielle de la dette du ferroviaire. Aujourd'hui, elle atteint le montant faramineux de 50 Mds€. L'Etat pourrait reprendre entre 8 Mds€ et 10 Mds€. L'autre levier concerne le déficit structurel de la SNCF, qui oscille chaque année entre 1,5 Md€ et 2 Mds€. « Il faut que l'Etat trouve un moyen pour mettre l'argent qui manque aux chemins de fer, insiste Didier Aubert, secrétaire général de la CFDT-Cheminots. C'est ce qui était prévu dans le cadre de la réforme ferroviaire signée en 2014. »

.V.



(AFP/Eric Feferberg.)

Parce que le gouvernement a pris la main dans la négociation avec les cheminots, Guillaume Pepy, le PDG de la SNCF, demande des contreparties financières à Manuel Valls.